

Ingles

NATIONAL COORDINATING BOARD OF RETIRED AND PENSIONED ORGANIZATIONS OF THE ARGENTINE REPUBLIC Legal Status 8152 Bmé Miter 1419 –1P.A (1037) CABA Tel .: 4374-2322 Email: jubiladomesacor@yahoo.com.ar Blog.www.mesacoordinadora.blogspot.com Facebook: National Coordinating Board of Organizations of Retired Retirees from the RA

TO FACE AND DEFEAT THE ADJUSTMENT POLICIES ON RETIREMENT ASSETS AND THE PENSION SYSTEM, THE ONLY WAY IS TO PROMOTE THE UNITY AND MOBILIZATION OF THE TRADE UNION ORGANIZATIONS, SOCIAL, TERRITORIAL CONSTITUENTS, IN THE LAW COUNCILS. THE WORKING CLASS AND THE PEOPLE. WE DEMAND AN EMERGENCY INCREASE, SO THAT NO RETIREMENT IS LOWER THAN THE BASIC BASKET OF AN OLDER ADULT (WHICH WAS ALREADY \$ 64,000.- IN APRIL), WITH PROPORTIONALITY IN ALL SCALES.

IN THIS ELECTORAL STAGE, WE CHOOSE DEPUTY AND SENATORS WHO SUPPORT, WITHOUT CLAUDICATIONS, THE FIVE POINTS OF STRUGGLE (see attached) AND ASSUME THE COMMITMENT TO DEBATE AND RESOLVE THE PROJECTS OF LAWS THAT WE HAVE PRESENTED FOR THE MAJOR 10 YEARS SHIFT.

FOR A RETIREMENT, HEALTH AND HOUSING THAT ALLOWS THE CURRENT AND FUTURE GENERATIONS OF RETIRED AND PENSIONED TO LIVE WITH AUTONOMY AND DIGNITY.

RIGHT TO HAVE RETIREMENT

The Argentine pension system has lived in emergency for decades and it is time to reestablish, at the legislative level, the principles of justice that guide the matter of social security, together with the principle of proportionality and the substitute nature of retirement assets with respect to the salaries. Retirement constitutes the prolongation, after the regular and definitive cessation of the individual's work activity, of the remuneration as a community debit for the service rendered. The basic principle that supports the Argentine pension system is that of the necessary proportionality that must exist between having a pension and that of assets in the same position, task or function (82% mobile). This principle is part of the foundation of the project of the new Social Security Law, which we are updating to present again in the Chamber of Deputies of the Nation.

Under current law, the management and administration of pension funds, including the Sustainability Guarantee Fund (F.G.S.) is carried out through ANSES, a body of the National Executive Power, dependent on the Ministry of Labor, Employment and Social Security. The underfunding is produced by the responsibility of the State in the enormous increase in unregistered work, unemployment, underemployment, the use of the F.G.S. for purposes unrelated to their origin and destination by the governments of the day; due to the reduction, postponement or arbitrary exemption of employer contributions and due to the decrease in State contributions from taxes.

RIGHT TO HEALTH

The definitive normalization and institutionalization of the Institute of Social Services for Retirees and Pensioners (PAMI), putting an end to the intervention, is an objective claimed for decades, both by retirees and by active workers. Since its creation, the Institute was defined as a non-state public person that must have economic and financial autonomy to fulfill its purposes and a democratic administration exercised by retirees and active workers, with the participation of the State. In this constitutional framework it corresponds to the INSSJYP-PAMI- to guarantee in an integral way the right to health, understanding it -according to the old definition formulated by the World Health Organization- as the "state of complete physical, mental and Social". Medical assistance benefits are recognized as enforceable rights, as well as all those that have to do with the promotion and social assistance of their beneficiaries, regardless of their place of residence. The role of the State is to be the institutional guarantor of the social security benefit system and its participation in the administration of the system's organisms is to ensure the fulfillment of its public and social purposes, in accordance with the principles of universality, solidarity, and equality.

On the contrary, it is permanently intervened by the executive powers on duty, without cause or limits, through auditors, appointed as directors, with serious consequences in the deterioration of its operation. PAMI has its own resources constituted, fundamentally, by contributions and contributions on salaries and retirement contributions, from the moment we begin to work until the end of our lives.

THE ONLY GUARANTEE TO ENSURE A TRUE PUBLIC, DISTRIBUTION, ASSISTED, INTERGENERATIONAL SYSTEM AND THAT THE INSSJYP-PAMI-FULFILLS ITS ROLE, IS THAT THESE BODIES ARE DIRECTED AND ADMINISTERED BY REPRESENTATIVES OF WORKERS @ JOBS AND REPRESENTATIVES OF THE STATE, AS ESTABLISHED BY THE PROJECTS OF THE NEW PENSION LAW AND THE INSSJYP-PAMI NORMALIZATION LAW, PUTTING AN END TO THE INTERVENTION. (see Blog)

Frances

CONSEIL NATIONAL DE COORDINATION DES ORGANISATIONS DE RETRAITE ET DE PENSION DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE Statut juridique
8152 Bmé Mitre 1419 –1P.A (1037) CABA Tél.: 4374-2322 Email:

jubiladomesacor@yahoo.com.ar Blog.www.mesacoordinadora.blogspot .com

Facebook : Conseil national de coordination des organisations de retraités de la RA

POUR AFFRONTER ET VAINCRE LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT DES PATRIMOINES DE RETRAITE ET DU REGIME DE RETRAITE, LE SEUL VOIE EST DE PROMOUVOIR L'UNITÉ ET LA MOBILISATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES, SOCIALES, TERRITORIALES, DANS LES CONSEILS DE DROIT. NOUS EXIGEONS UNE AUGMENTATION D'URGENCE, AFIN QU'AUCUNE RETRAITE NE SOIT INFÉRIEURE AU PANIER DE BASE D'UN ADULTE PLUS ÂGÉ (QUI ÉTAIT DÉJÀ 64 000.-\$ EN AVRIL), AVEC PROPORTIONNALITÉ À TOUTES LES ÉCHELLES.

DANS CETTE ÉTAPE ÉLECTORALE, NOUS CHOISSISSONS DES DÉPUTÉS ET SÉNATEURS QUI SOUTIENNENT, SANS CLAUDICATIONS, LES CINQ POINTS DE LUTTE (voir ci-joint) ET ASSUMONS L'ENGAGEMENT À DÉBATTRE ET RÉSOUDRE LES PROJETS DE LOIS QUE NOUS AVONS PRÉSENTÉ POUR LE GRAND CHANGEMENT DE 10 ANS.

POUR UNE RETRAITE, LA SANTÉ ET LE LOGEMENT, QUI PERMET AUX GÉNÉRATIONS ACTUELLES ET FUTURES DE RETRAITÉS ET DE RETRAITÉS DE VIVRE AVEC AUTONOMIE ET DIGNITÉ.

DROIT À LA RETRAITE

Le système de retraite argentin vit dans l'urgence depuis des décennies et il est temps de rétablir, au niveau législatif, les principes de justice qui guident la question de la sécurité sociale, ainsi que le principe de proportionnalité et le caractère substitutif des avoirs de retraite par rapport aux les salaires. La retraite constitue la prolongation, après la cessation régulière et définitive de l'activité professionnelle de l'individu, de la rémunération à titre de prélèvement communautaire pour le service rendu. Le principe de base qui soutient le système de retraite argentin est celui de la proportionnalité nécessaire qui doit exister entre le fait d'avoir une retraite et celui d'avoir des actifs dans la même position, la même tâche ou la même fonction (82 % de mobilité). Ce principe fait partie du fondement du projet de nouvelle loi sur la sécurité sociale, que nous mettons à jour pour présenter à nouveau à la Chambre des députés de la Nation.

En vertu de la loi en vigueur, la gestion et l'administration des fonds de pension, dont le Fonds de garantie de durabilité (F.G.S.) sont assurées par l'Anses, organe du pouvoir exécutif national, dépendant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Le sous-financement est produit par la responsabilité de l'Etat dans l'énorme augmentation du travail au noir, du chômage, du sous-emploi, du recours à la F.G.S. à des fins indépendantes de leur origine et de leur destination par les gouvernements en place ; du fait de la réduction, du report ou de

l'exonération arbitraire des cotisations patronales et de la baisse des cotisations de l'Etat au titre de l'impôt.

DROIT À LA SANTÉ

La normalisation et l'institutionnalisation définitives de l'Institut des services sociaux des retraités et retraités (PAMI), mettant fin à l'intervention, est un objectif revendiqué depuis des décennies, tant par les retraités que par les actifs. Depuis sa création, l'Institut a été défini comme une personne publique non étatique qui doit disposer d'une autonomie économique et financière pour remplir ses objectifs et d'une administration démocratique exercée par les retraités et les actifs, avec la participation de l'État. Dans ce cadre constitutionnel, il correspond à l'INSSJYP-PAMI- de garantir de manière intégrale le droit à la santé, en le comprenant -selon l'ancienne définition formulée par l'Organisation mondiale de la santé- comme "l'état de complet physique, mental et social" . Les prestations d'assistance médicale sont reconnues comme des droits exécutoires, ainsi que toutes celles qui ont trait à la promotion et à l'assistance sociale de leurs bénéficiaires, quel que soit leur lieu de résidence. Le rôle de l'État est d'être le garant institutionnel du régime des prestations de sécurité sociale et sa participation à l'administration des organismes du régime est d'assurer la réalisation de ses finalités publiques et sociales, conformément aux principes d'universalité, de solidarité, égalité. Au contraire, il est intervenu en permanence par les pouvoirs exécutifs en fonction, sans cause ni limites, par l'intermédiaire de commissaires aux comptes, nommés en qualité d'administrateurs, avec des conséquences graves sur la détérioration de son fonctionnement. Le PAMI dispose de ressources propres constituées, fondamentalement, de cotisations et de cotisations sur les salaires et les cotisations de retraite, depuis le moment où nous commençons à travailler jusqu'à la fin de notre vie.

LA SEULE GARANTIE POUR ASSURER UN VRAI SYSTÈME PUBLIC, DE DISTRIBUTION, ASSISTÉ, INTERGÉNÉRATIONNEL ET QUE L'INSSJYP-PAMI-REMPLE SON RLE, EST QUE CES ORGANES SONT DIRIGÉ ET ADMINISTRÉ PAR DES REPRÉSENTANTS DES EMPLOYÉS @ EMPLOYÉS ET REPRÉSENTANTS, COMME DE L'ÉTAT PROJETS DE LA NOUVELLE LOI SUR LES PENSIONS ET DE LA LOI DE NORMALISATION INSSJYP-PAMI, METTANT FIN A L'INTERVENTION. (voir Blog)

Italiano

CONSIGLIO DI COORDINAMENTO NAZIONALE DEGLI ENTI PENSIONATI E PENSIONATI DELLA REPUBBLICA ARGENTINA Stato giuridico 8152 Bm  Mitre 1419 –1P.A (1037) CABA Tel.: 4374-2322 Email:

jubiladomesacor@yahoo.com.ar Blog.www.mesacoordinadora.blogspot .com Facebook: Comitato di coordinamento nazionale delle organizzazioni dei pensionati in pensione della RA

PER AFFRONTARE E VINCERE LE POLITICHE DI ADEGUAMENTO SUL PATRIMONIO PENSIONISTICO E SUL SISTEMA PENSIONISTICO, L'UNICO MODO   PROMUOVERE L'UNIT  E LA MOBILITAZIONE DELLE ORGANIZZAZIONI SINDACALI, SOCIALI, TERRITORIALI, NEI CONSIGLI DI GIUSTIZIA, DEI LAVORATORI E DEL POPOLO. CHIEDIAMO UN AUMENTO DI EMERGENZA, IN MODO CHE NESSUNA PENSIONE SIA INFERIORE AL CARRELLO DI BASE DI UN ADULTO ANZIANO (CHE ERA GI  \$ 64.000.- AD APRILE), CON PROPORZIONALIT  IN TUTTE LE SCALE.

IN QUESTA FASE ELETTORALE, SCELGIAMO DEPUTATI E SENATORI CHE SOSTENGANO, SENZA CLAUDICAZIONI, I CINQUE PUNTI DI LOTTA (vedi allegato) E SI ASSUMONO L'IMPEGNO DI DISCUSSIONE E RISOLUZIONE DEI PROGETTI DI LEGGI CHE ABBIAMO PRESENTATO PER IL GRANDE TURNO DI 10 ANNI.

PER UNA PENSIONE, SALUTE E CASA, CHE PERMETTE ALLE GENERAZIONI ATTUALI E FUTURE DI PENSIONATI E PENSIONATI DI VIVERE CON AUTONOMIA E DIGNIT .

DIRITTO ALLA PENSIONE

Il sistema pensionistico argentino vive da decenni in emergenza ed   tempo di ristabilire, a livello legislativo, i principi di giustizia che guidano la materia della previdenza sociale, insieme al principio di proporzionalit  e alla natura sostitutiva del patrimonio pensionistico rispetto al gli stipendi. Il pensionamento costituisce il prolungamento, dopo la cessazione regolare e definitiva dell'attivit  lavorativa dell'individuo, della retribuzione quale debito comunitario per il servizio reso. Il principio di base che sostiene il sistema pensionistico argentino   quello della necessaria proporzionalit  che deve esistere tra il pensionamento e quello dei beni nella stessa posizione, compito o funzione (82% mobili). Questo principio   alla base della bozza della nuova Legge sulla Previdenza Sociale, che ci stiamo aggiornando per riproporre alla Camera dei Deputati della Nazione.

Ai sensi della normativa vigente, la gestione e l'amministrazione dei fondi pensione, compreso il Fondo di Garanzia per la Sostenibilit  (F.G.S.)   svolta attraverso l'ANSES, organo del Potere Esecutivo Nazionale, dipendente dal Ministero del Lavoro, dell'Occupazione e della Previdenza Sociale. Il sottofinanziamento   prodotto dalla responsabilit  dello Stato nell'enorme aumento del lavoro nero, della disoccupazione, della sottoccupazione, dell'uso della F.G.S. per scopi estranei alla loro origine e destinazione da

parte dei governi dell'epoca; a causa della riduzione, posticipazione o esenzione arbitraria dei contributi del datore di lavoro e per la diminuzione dei contributi statali da imposte.

DIRITTO ALLA SALUTE

La definitiva normalizzazione e istituzionalizzazione dell'Istituto dei Servizi Sociali per Pensionati e Pensionati (PAMI), ponendo fine all'intervento, è un obiettivo rivendicato da decenni, sia dai pensionati che dai lavoratori attivi. Fin dalla sua creazione, l'Istituto è stato definito come un soggetto pubblico non statale che deve avere autonomia economica e finanziaria per adempiere ai suoi scopi e un'amministrazione democratica esercitata da pensionati e lavoratori attivi, con la partecipazione dello Stato. In questo quadro costituzionale spetta all'INSSJYP-PAMI- garantire in modo integrale il diritto alla salute, intendendolo -secondo la vecchia definizione formulata dall'Organizzazione Mondiale della Sanità- come lo "stato di completo benessere fisico, psichico e sociale" . Sono riconosciute come diritti esecutivi le prestazioni di assistenza medica, nonché tutte quelle che hanno a che fare con la promozione e l'assistenza sociale dei loro beneficiari, indipendentemente dal luogo di residenza. Il ruolo dello Stato è quello di essere il garante istituzionale del sistema delle prestazioni previdenziali e la sua partecipazione all'amministrazione degli organismi del sistema è di assicurare l'adempimento dei suoi scopi pubblici e sociali, secondo i principi di universalità, solidarietà, uguaglianza.

Al contrario, è intervenuto stabilmente dai poteri esecutivi in carica, senza causa né limiti, tramite sindaci, nominati amministratori, con gravi conseguenze nel deterioramento del suo funzionamento. La PAMI dispone di risorse proprie costituite, fondamentalmente, da contributi e contributi su stipendi e contributi previdenziali, dal momento in cui iniziamo a lavorare fino alla fine della nostra vita.

L'UNICA GARANZIA PER ASSICURARE UN VERO SISTEMA PUBBLICO, DISTRIBUTIVO, ASSISTITO, INTERGENERAZIONALE E CHE L'INSSJYP-PAMI-SVOLGA IL SUO RUOLO, È CHE QUESTI ORGANI SIANO DIRITTI E AMMINISTRATI DAI RAPPRESENTANTI DEI LAVORATORI PRESSO I LAVORI E RAPPRESENTANTI DEI RAPPRESENTANTI I PROGETTI DELLA NUOVA LEGGE PENSIONISTICA E DELLA LEGGE DI NORMALIZZAZIONE INSSJYP-PAMI, CHE CHIUDONO L'INTERVENTO. (vedi Blog)